

SYRIE

Au moins 8 morts en 24 heures malgré les consignes officielles

Au moins huit personnes ont été tuées vendredi et hier samedi en Syrie par des tirs des forces de l'ordre, en dépit de consignes officielles de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants.

Au moins trois personnes ont été tuées hier et plusieurs autres blessées à Tall Kalakh, près de Homs (centre), par des tirs des forces de l'ordre, a indiqué un témoin à l'AFP. «Les forces de l'ordre, qui encerclent depuis ce matin Tall Kalakh, tirent à l'arme automatique», a-t-il affirmé.

Des milliers de personnes avaient manifesté vendredi dans cette localité proche de Homs, troisième ville de Syrie, à 160 km au nord de Damas.

Conséquence de la répression, plusieurs centaines de Syriens ont fui hier Tall Kalakh pour le village voisin de Wadi Khaled, dans le nord du Liban, selon un correspondant de l'AFP

et des responsables locaux. «Plus de 500 personnes ont traversé la frontière depuis 7h (04h GMT), pour la plupart des femmes et des enfants», a déclaré un conseiller municipal, Mahmoud Khazaal, qui a précisé que l'on pouvait entendre des tirs intermittents venant de la Syrie.

D'après le correspondant de l'AFP, certains réfugiés présentaient des blessures par balle et au moins cinq ont été transportés dans des hôpitaux libanais.

Vendredi, cinq Syriens ont également été tués par les forces de sécurité déployées massivement à travers le pays, en dépit de consignes de ne pas ouvrir le feu sur les manifestants,

a affirmé un militant des droits de l'Homme sous couvert de l'anonymat.

Trois l'ont été à Homs et deux à Damas. Dans le quartier de Qaboun, à la sortie de la mosquée Abou Bakr, à Damas, les fidèles ont été frappés avec des bâtons, puis il y a eu des tirs, a-t-il précisé.

Une neuvième personne, une femme, a, par ailleurs, succombé à ses blessures vendredi dans la localité de Hara, près de Deraâ, à 100 km au sud de Damas. Elle avait été blessée quelques jours auparavant lors d'un assaut de l'armée, a indiqué le militant selon lequel «la situation est tragique» dans les régions investies par l'armée.

En outre, les arrestations de militants se poursuivent, d'après le président de l'Observatoire syrien des droits de l'homme,

Rami Abdel Rahmane, basé à Londres. Une patrouille des services de sécurité a arrêté vendredi une avocate des droits de l'homme, Catherine Talli, alors qu'elle était à bord d'un minibus à Barzé, un quartier de Damas. Et le militant Waël Hamada, époux d'une avocate des droits de l'homme connue Razane Zitouna, a été arrêté mercredi à Damas, selon Abdel Rahmane.

Le ministre de l'Information, Adnane Mahmoud, a annoncé vendredi l'ouverture d'un dialogue national pour sortir de l'impasse, de même que le retrait graduel de l'armée des foyers de la contestation à Baniyas (nord-ouest) et Deraâ. Mais un militant a indiqué que dans la ville côtière de Baniyas, «les chars se sont retirés du centre de la ville mais que les soldats et les forces de sécurité sont toujours présents».

Selon des ONG, la répression en Syrie a fait quelque 700 morts et des milliers d'arrestations depuis le début du mouvement de contestation mi-mars, suscitant de vives critiques au niveau international.

«Un régime qui tire au canon contre sa population perd sa légitimité», a dénoncé le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé dans un entretien au quotidien *Al-Hayat*. «Nous souhaitons une Syrie stable mais nous pensons que la vraie stabilité n'est pas dans la répression. Elle est dans la réforme», a-t-il affirmé.

Les Etats-Unis ont fait part, de leur côté, de leur «indignation». «Nous continuons à chercher le moyen de faire pression sur le régime syrien. Nous continuons à dire que la fenêtre se rétrécit pour le régime syrien s'il veut tenter (...) de répondre aux aspirations de son peuple», a déclaré à la presse Mark Toner, le porte-parole de la diplomatie américaine.

Trois sénateurs américains, les républicains John McCain et Marco Rubio et l'indépendant Joe Lieberman, ont par ailleurs réclamé le départ du président Bachar al-Assad qui, selon eux, a perdu sa légitimité.

YÉMEN

15 manifestants anti-régime blessés par balle au sud de Sanaâ

Quinze manifestants ont été blessés par balle, dont l'un grièvement, hier à Taëz, au sud de Sanaâ, lorsque des civils armés ont ouvert le feu sur une marche de protestation contre le président Ali Abdallah Saleh, ont indiqué des témoins et une source médicale.

L'attaque témoigne d'une tension persistante au Yémen où est attendu le médiateur du Conseil de coopération du Golfe (CCG), Abdellatif Zayani, pour tenter de raviver son plan de sortie de crise, actuellement dans l'impasse, selon des sources informées à Sanaâ.

Des partisans du régime ont ouvert le feu sur une marche de plusieurs dizaines de milliers de protestataires sur la principale avenue de Taëz, deuxième plus grande ville du Yémen devenue l'un des principaux foyers de la contestation populaire, ont indiqué des témoins. Quinze blessés par balle ont été admis à l'hôpital

de campagne, jouxtant la place de la Liberté, épicentre de la contestation à Taëz, a indiqué à l'AFP une source médicale, ajoutant que l'un des blessés, «touché à la tête, est dans un état de mort clinique». Un premier bilan faisait état de sept blessés.

En outre, des protestataires ont interpellé trois des assaillants qu'ils ont remis à un comité d'organisation de la contestation sur la place de la Liberté, selon les organisateurs.

Un appel à la grève générale, lancé par le mouvement de contestation, était bien suivi à Taëz ainsi que dans les provinces du sud, dont Aden, Lahej

et Abyane, mais partiellement à Sanaâ et dans la province de Chabwa (sud-est), selon des habitants.

D'autre part, un policier a été tué dans la province d'Abyane par un motocycliste armé, qui a réussi ensuite à prendre la fuite avec un complice, a indiqué à l'AFP un responsable des services de sécurité.

Selon des sources informées, M. Zayani, secrétaire général du CCG, était pourtant attendu hier soir à Sanaâ pour tenter de relancer sa médiation.

Les monarchies du CCG, qui redoutent une situation chaotique au Yémen, le parent pauvre de la péninsule arabique, ont proposé un plan de sortie de crise prévoyant la formation par l'opposition d'un gouvernement de réconciliation et la démission un mois plus tard de M. Saleh en

échange de son immunité, puis une élection présidentielle dans les 60 jours. Mais M. Saleh a refusé de signer ce plan en sa qualité de président de la République, et le Qatar, l'un des six membres du CCG, a annoncé jeudi son retrait de cette médiation en raison de la position du chef de l'Etat. «L'initiative du CCG est morte. Le Qatar a proclamé l'acte de décès», a déclaré vendredi à l'AFP le porte-parole de l'opposition parlementaire, Mohammad Qahtan. M. Saleh, au pouvoir depuis près de 33 ans, avait menacé vendredi de «se défendre de toutes ses forces» face à ses détracteurs qui réclament son départ. La répression de la contestation a fait au moins 179 morts depuis fin janvier, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources médicales et de sécurité.

LIBYE

Inhumation de 11 imams tués dans un raid de l'Otan sur Brega

Plusieurs centaines de Libyens ont assisté hier, en scandant «jihad, jihad», aux funérailles de 11 imams tués, selon le régime de Mouammar Kadhafi, dans une frappe aérienne de l'Otan, a constaté un photographe de l'AFP.

Criant également «martyrs de Libye» et «Dieu, la Libye et Mouammar», la foule était réunie dans un cimetière de Chatia al-Henchir, à l'Est de Tripoli, pour enterrer ces onze dignitaires ayant péri, d'après le régime, dans la nuit de jeudi à vendredi à Brega (est).

Le commandant Khouildi al-Hamidi, un compagnon de route de première heure du

colonel Mouammar Kadhafi, a participé à la cérémonie au cours de laquelle des coups de feu ont été tirés en l'air.

Une vingtaine de femmes brandissaient des portraits du colonel Kadhafi.

Selon le porte-parole du gouvernement libyen, Moussa Ibrahim, onze imams ont été tués et au moins 50 autres personnes blessées, dont cinq dans un état grave, dans le bombardement de l'Otan.

L'agence officielle libyenne Jana avait indiqué vendredi que 16 personnes avaient été tuées et 30 blessées dans ce raid.

Dans un communiqué, l'Otan a expliqué avoir touché un centre de commandement et

de contrôle tôt vendredi, précisant qu'il était utilisé par le régime pour «coordonner des frappes contre la population civile».

«Nous sommes au courant des assertions sur des pertes civiles liées à la frappe, et bien que nous ne puissions en confirmer de manière indépendante la validité (...) nous regrettons la mort de civils innocents lorsqu'elle se produit», a déclaré l'Alliance atlantique dans un communiqué.

Le 1^{er} avril, l'Otan avait tué par erreur neuf rebelles et quatre civils à l'est du port de Brega, et le 7, une nouvelle bavure de l'Alliance avait fait au moins 4 morts entre Brega et Ajdabiya.

TUNISIE Allègement du couvre-feu à Tunis et sa périphérie

Les autorités tunisiennes ont décidé, hier, un allègement du couvre-feu nocturne décrété le 7 mai dans la capitale tunisienne Tunis et sa périphérie à partir d'hier, a indiqué une source officielle.

«Les ministères de l'Intérieur et de la Défense ont décidé d'alléger la durée du couvre-feu à partir d'hier de minuit jusqu'à 4h (5h GMT)», a précisé cette source citée par l'agence de presse TAP.

Les deux ministères ont appelé les citoyens à ne pas céder aux appels à la violence afin de maintenir la sécurité et la paix, selon les mêmes sources.

Les autorités tunisiennes avaient instauré le 7 mai à Tunis et sa banlieue un couvre-feu, de 21h à 5h (22h à 6h GMT) pour une durée indéterminée à la suite de plusieurs journées de troubles précédées par des manifestations anti-gouvernementales.

Les autorités avaient expliqué avoir pris cette mesure en raison des nombreux pillages et scènes de violence survenus dans la capitale tunisienne et ses environs.